

Paris, le 6 février 2009,

Autorité de régulation des communications
électroniques et des Postes
7 square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

A l'attention de Monsieur le Président

Courrier simple

Nos Réf. : ARCEP/PDT/09-0205

Affaire suivie par : Franck BRUNEL

Objet : partage d'infrastructure et couverture du territoire : contribution du Groupe
ILIAD

Monsieur le Président,

Je vous écris, avec un retard dont je m'excuse, en réponse à la consultation publique initiée par les services de l'Autorité concernant « *le partage d'installations 3G en France métropolitaine* ».

ILIAD se félicite de cette consultation, précise et ouverte, qui pose clairement les enjeux.

Nous attachons une grande importance aux possibilités ouvertes par le partage d'installations, qui doivent permettre à tous les opérateurs, et en particulier à un nouvel entrant, d'étendre leur couverture. Le temps nécessaire pour l'obtention d'autorisations d'établissement de nouveaux points hauts et la prise en compte de certaines inquiétudes quant aux effets sanitaires des émissions électromagnétiques, même si ces craintes ne sont aujourd'hui fondées sur aucune démonstration scientifique, plaident également en faveur du partage d'installations.

Peu avant la clôture de cette consultation, le Premier ministre a annoncé le 12 janvier dernier le lancement prochain d'un appel à candidature permettant l'attribution à un nouvel opérateur mobile de ressources en fréquences. Cette annonce modifie la perception qu'ILIAD pouvait se faire du document de consultation et nous amène à nous interroger sur la nécessité d'agir dès à présent sur le plan réglementaire. Il est des circonstances où le marché peut efficacement contribuer à la couverture d'un territoire.

En effet, l'arrivée d'un quatrième opérateur stimulera la concurrence, ce qui amènera les opérateurs mobiles historiques à améliorer la couverture 3G du territoire. L'exemple du haut débit fixe est à cet égard éclairant : c'est stimulée par la concurrence que France Télécom a équipé en DSLAM tous les NRA composant son réseau, permettant ainsi une extension sensible de la desserte du territoire.

Par ailleurs, le quatrième opérateur bénéficiant d'une porteuse dans la bande des 900 MHz aux propriétés favorables de propagation, sera en mesure de mettre en œuvre la construction d'une couche de couverture en zones moins denses, à partir de la porteuse de 900 MHz libérée par Bouygues Télécom. Ainsi, certaines zones du territoire seront couvertes en 3G par l'opérateur nouvel entrant avant d'être atteintes par les opérateurs historiques.

Enfin, les exemples étrangers illustrent que le marché peut être capable de s'organiser pour étendre la couverture 3G par la mise en place de programmes de partage d'infrastructures. Un tel comportement est plus particulièrement observé en présence d'un nombre pair d'opérateurs : il est plus facile de conclure des accords deux à deux, comme en témoignent les exemples britanniques et suédois.

C'est à la lumière de ces réflexions qu'ILIAD considère qu'il semble préférable à ce stade de privilégier la voie du dialogue entre opérateurs, avec la possibilité pour l'ARCEP de stimuler ce dialogue en établissant un calendrier resserré sans pour autant adopter dans l'immédiat des décisions réglementaires faisant peser des obligations aux opérateurs. Naturellement, l'Autorité devra observer et s'assurer que le nouvel opérateur ne sera jamais écarté de la possibilité de partager avec des opérateurs historiques des infrastructures et, dans cette optique, il serait positif que les candidats à une nouvelle licence 3G puissent être associés à ce dialogue. Si celui-ci n'aboutissait pas selon les échéances fixées, alors il serait nécessaire d'activer la voie réglementaire.

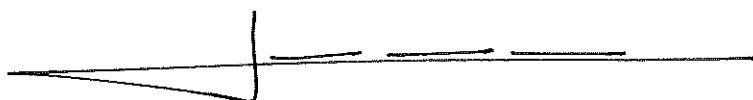
Cependant, dans le cas où votre Autorité déciderait que des dispositions réglementaires nouvelles seraient à prendre dans l'immédiat, il importe que celles-ci permettent au nouvel opérateur de participer à des programmes de partages d'infrastructures qui seraient initiés par les opérateurs historiques.

En tout état de cause, ILIAD souhaite que les restrictions mises en place au partage d'infrastructures existantes au profit de l'opérateur nouvel entrant soient immédiatement levées. Doivent être partagés tous points hauts et pas seulement les installations 2G utilisées pour la 3G. L'Autorité avait annoncé en 2007, à l'occasion de la fixation des conditions d'attribution d'une autorisation pour un système mobile 3G son intention de « *préciser le moment venu les conditions et les modalités d'accès à l'information permettant au nouvel entrant d'intégrer dans son plan opérationnel de déploiement la possibilité d'être accueilli sur les pylônes des opérateurs historiques* ». Cette précision peut être apportée par voie réglementaire.

Par ailleurs, il nous semble qu'un principe de modération tarifaire en matière de partage d'installations passives devrait être mis en place puisqu'il ne fait guère de doutes que l'enjeu en termes d'aménagement du territoire et de montée en débit ne réside plus dans la construction de nouveaux pylônes.

Nos équipes sont naturellement à la disposition de vos services pour tout échange pouvant apporter un éclairage aux points soulevés.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mon profond respect.



Maxime LOMBARDINI
Directeur général